

3. les travailleurs intellectuels qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, de la Commission paritaire des ports, de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la Commission paritaire de l'aviation commerciale;

4. le personnel naviguant et le personnel qui effectue du travail à bord pendant la durée de la présence dans un port situé en territoire belge, les deux relevant de la compétence de la Commission paritaire pour la marine marchande;

5. les bureaux de tourisme et les voyagistes;

6. les entreprises de stockage et/ou de distribution de matières premières, marchandises ou produits pour lesquelles une commission paritaire spécifique pour employés est compétente.

**Art. 2.** L'article 1er, § 2, cinquième alinéa, de l'arrêté royal du 9 février 1971 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 1992, est abrogé.

La Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition continue à exister, en ce qui concerne les travailleurs et leurs employeurs qui relevaient de la compétence de cette commission paritaire avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, jusqu'à la date de l'installation de la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes, visées à l'article 1er.

A partir de la date de l'installation de la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes, visée à l'article 1er, le présent arrêté s'applique également aux travailleurs et à leurs employeurs qui, avant son entrée en vigueur, ressortissaient à la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés.

**Art. 3.** L'article 1er, 15°, de l'arrêté royal du 17 janvier 1972 fixant le nombre de membres de certaines commissions paritaires, est abrogé.

Le président, le vice-président et les membres de la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition continuent toutefois à exercer leur mandat au plus tard jusqu'à la date de l'installation de la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes, visée à l'article 1er.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

3. de hoofdarbeiders die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel, het Paritair Comité voor het havenbedrijf, het Paritair Comité voor het hotelbedrijf of het Paritair Comité voor de handelsluchtvaart;

4. het varend personeel en het personeel dat werk aan boord van schepen verricht gedurende de aanwezigheid in een op Belgisch grondgebied gelegen haven, beiden vallend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de koopvaardij;

5. de reisbureaus en de reisorganisatoren;

6. de ondernemingen voor opslag en/of distributie van grondstoffen, goederen of producten waarvoor een specifiek paritair comité voor de bedienden bevoegd is.

**Art. 2.** Artikel 1, § 2, vijfde lid van het koninklijk besluit van 9 februari 1971 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en bevoegdheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 1992, wordt opgeheven.

Het Paritair Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme en expeditiekantoren blijft bestaan, wat de werknemers en hun werkgevers betreft die voor de inwerkingtreding van dit besluit onder de bevoegdheid van dat paritair comité ressorteerden, tot de dag van de installatie van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken, bedoeld in artikel 1.

Vanaf de datum van de installatie van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken, bedoeld in artikel 1, is dit besluit eveneens van toepassing op de werknemers en hun werkgevers die voor de inwerkingtreding ervan onder de bevoegdheid van het Aanvullend Nationaal Paritair Comité voor de bedienden ressorteerden.

**Art. 3.** Artikel 1, 15°, van het koninklijk besluit van 17 januari 1972 tot vaststelling van het aantal leden van bepaalde paritaire comités, wordt opgeheven.

De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het Paritair Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme en expeditiekantoren, blijven evenwel hun mandaat uitoefenen tot uiterlijk de dag van de installatie van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken, bedoeld in artikel 1.

**Art. 4.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1095

[Mac — 27185]

15 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi de subventions aux administrations subordonnées en matière forestière

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instaurant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement (CEE) n° 2052(88) concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'Investissement et des autres instruments financiers;

Vu le Règlement (CEE) n° 2080/92 du Conseil du 30 juin 1992, instituant un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture;

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XIV "des subventions de la Région wallonne", inséré par le décret du 17 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces;

Vu l'urgence justifiée par la mise en place des programmes d'interventions structurelles communautaires;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

### TITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre de la Région wallonne qui a les forêts dans ses attributions peut octroyer des subventions en exécution du titre XIV du Code forestier, aux personnes de droit public, propriétaires indivis ou non de boqueteaux, de bois et de forêts soumis au régime forestier ou de terres incultes qui leur sont accessoires.

Il peut également octroyer des subventions aux propriétaires indivis ou non de droit public qui procèdent au boisement de terres agricoles.

**Art. 2.** Les travaux subventionnables sont proposés par les ingénieurs, chefs de cantonnement de la Division de la Nature et des Forêts et soumis aux approbations des conseils des administrations subordonnées et des députations permanentes.

**Art. 3.** La liquidation des subventions est soumise aux conditions suivantes :

1° les travaux doivent être conformes aux prescriptions du devis admis par l'administration et avoir été exécutés endéans les quatre ans à compter de la décision ministérielle d'octroi de la subvention;

2° le propriétaire doit prendre l'engagement de ne pas vendre les terrains où ces travaux sont exécutés, ni de les échanger contre des terrains non boisés, ni de les défricher avant le terme fixé pour la première exploitation, sous peine du remboursement des subventions allouées réajustées sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne;

3° le propriétaire s'engage à ne faire appel qu'à des entrepreneurs enregistrés;

4° le dossier de liquidation est introduit par le propriétaire, il comprend en simple expédition :

a) la délibération sollicitant la liquidation des subventions, accompagnée de l'engagement prescrit au 2°;

b) la copie des pièces comptables, à savoir les factures acquittées et/ou les fiches de salaires pour les travaux effectués en régie;

c) le bordereau récapitulatif, certifié sincère et véritable par le propriétaire et visé par son receveur;

d) les attestations de certification officielle en matière de provenance dans le cas de régénération artificielle;

5° le montant subventionnable est plafonné au montant du devis et le taux des subventions est calculé par rapport au montant hors TVA des travaux;

6° toute réception de plants devra obligatoirement être effectuée en présence de l'agent des forêts du ressort ou de son remplaçant. L'attestation de certificat officielle garantissant l'identité génétique de la provenance accompagnera les plants au moment de la fourniture.

### TITRE II. — Subventions à la régénération

**Art. 4.** La Région wallonne attribue une subvention à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses.

La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1° l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'article 5;

2° l'espèce régénérée doit être adaptée à la station. Les essences figurant à l'article 5 qui sont exclues par le "Fichier écologique des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne ne peuvent être subsidiées.

Si pour une espèce, une aptitude stationnelle n'a pas été définie, une dérogation pourra être accordée par l'Inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts

Ne donne pas droit à une subvention toute régénération qui nécessiterait un drainage dans les secteurs où la protection des eaux et des sols est prioritaire ;

3° en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges et étrangères sont mentionnées au Dictionnaire des Provenances édité par la Division de la Nature et des Forêts. Si pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable et si les plants sont issus de reproduction végétative, une dérogation pourra être accordée par l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts.

Au cours des appels à la concurrence, la préférence sera toujours donnée à des plants de provenance recommandable belge qui sont les mieux adaptés aux conditions stationnelles. Pour les plants issus de graines, le supplément de prix pourra atteindre 50 % en faveur de la provenance recommandable belge;

4° en ce qui concerne les terres agricoles au sens des plans de secteur, la surface minimale à boiser est fixée à 1 ha, lorsque les terres n'ont pas au moins 1/4 de leur périmètre contigu à un boisement existant;

5° en cas de régénération artificielle, les nombres minimal et maximal de plants par are sont mentionnés à l'article 5.

Art. 5. Les tableaux ci-après reprennent les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minimal et maximal de plants imposés par are.

Toutefois, le nombre minimal de plants peut être réduit, notamment si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle, si des protections individuelles le justifient ou en complément d'une régénération naturelle.

Tableau - Espèces feuillues subventionnées

Nom		Nombre de plants/are	
		Min	Max
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Bouleau verruqueux	<i>Betula pendula</i>	10	20
Caryers	<i>Carya sp</i>	1	6
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>	10	25
Châtaignier	<i>Castanea sativa</i>	10	25
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>	10	25
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i>	10	25
Chêne rouvre	<i>Quercus petraea</i>	10	25
Erable sycomore	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10	20
Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i>	10	20
Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>	16	33
Merisier	<i>Prunus avium</i>	10	20
Noyer commun	<i>Juglans regia</i>	1	6
Noyer hybride	<i>Juglans intermedia</i>	1	6
Noyer noir	<i>Juglans nigra</i>	1	6
Peuplier grisard	<i>Populus canescens</i>	2	7
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>	2	7
Peupliers euraméricains	<i>Populus euramericana</i>	1	2
Peupliers interaméricains (1)	<i>Populus interamericana</i>	1	2
Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10	20
Saule blanc	<i>Salix alba</i>	10	20
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>	10	20
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>	10	20
Tulipier de Virginie	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1	6

(1) Y compris les trichocarpa

Tableau - Espèces résineuses subventionnées

Nom		Nombre de plants/are	
		Min	Max
Douglas vert	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10	20
Epicéa commun	<i>Picea abies</i>	10	20
Epicéa de Sitka	<i>Picea sitchensis</i>	10	20
Mélèze d'Europe	<i>Larix decidua</i>	10	20
Mélèze du Japon	<i>Larix kaempferi</i>	6	20
Mélèze hybride	<i>Larix eurolepis</i>	6	20
Pin de Koekelare	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare</i>	16	25
Pin laricio de Corse	<i>Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana</i>	16	25
Pin noir d'Autriche	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca</i>	16	25
Pin sylvestre	<i>Pinus sylvestris</i>	16	25
Sapin de Vancouver	<i>Abies grandis</i>	10	20
Sapin noble	<i>Abies procera</i>	16	25
Sapin pectiné	<i>Abies alba</i>	16	25
Thuya géant	<i>Thuya plicata</i>	16	20
Tsuga	<i>Tsuga heterophylla</i>	16	20

Art. 6. Les régénérations naturelles ou artificielles d'espèces indigènes non reprises à l'article 5 sont subsidiabiles pour des raisons culturelles ou d'amélioration de la biodiversité.

Le subside au taux propre à celui des autres feuillues conformément à l'article 8, § 1er, ne sera accordé que pour un maximum de 20 % du nombre total des plants de la régénération de l'essence principale.

**Art. 7.** Les types de travaux subventionnables sont les suivants :

- 1° la préparation du terrain avant plantation ou régénération naturelle;
- 2° l'achat des plants y compris le transport et la mise en jauge;
- 3° la plantation;
- 4° la protection contre le gibier au-delà de l'intervention qui incombe au chasseur par le cahier des charges des locations de chasse;
- 5° le regarnissage limité à 15 % du nombre de pieds plantés;
- 6° le dépressage;
- 7° les premiers dégagements mécaniques ou manuels à l'exclusion des dégagements chimiques.

**Art. 8. § 1.** Les taux de subventions sont de :

- 1° 60 % pour les chênes indigènes et le hêtre;
- 2° 45 % pour les autres feuillus y compris les espèces à vocation culturale, à l'exception des peupliers inter- et euraméricains;
- 3° 30 % pour les peupliers inter- et euraméricains ainsi que les résineux.

Les taux sont calculés par rapport à un montant hors TVA de travaux plafonné à 140 000 F/ha.

§ 2. Dans le cas d'une régénération en résineux, 10 % au moins de l'étendue devront être régénérés en feuillus, sous forme de lignes, de bandes ou de groupes. Ces feuillus seront subventionnés au taux qui leur est propre.

Sauf si les conditions stationnelles ne le permettent pas, la parcelle résineuse devra être constituée d'un minimum de 2 essences, l'essence résineuse principale ne pouvant excéder par 2 hectares plus de 75 % du nombre total de plants résineux prévus.

§ 3. Dans le cas d'une régénération en feuillus, sauf impossibilité stationnelle, la parcelle devra également être constituée d'un minimum de 2 essences, l'essence principale ne pouvant excéder par 2 hectares plus de 75 % du nombre total de plants feuillus prévus.

### TITRE III. — Subvention pour la lutte phytosanitaire

**Art. 9.** Une subvention, au taux propre au type d'essence, conformément à l'article 8 est octroyée afin de lutter contre les insectes et champignons nuisibles à la forêt.

### TITRE IV. — Subvention à l'égelage à grande hauteur

**Art. 10.** Une subvention à l'égelage à grande hauteur pour les essences feuillues et résineuses est accordée si les conditions suivantes sont réunies :

- 1° les espèces concernées sont toutes les essences résineuses et feuillues qualifiées de haute tige à production de bois d'oeuvre;
- 2° les peuplements forestiers doivent être considérés comme étant économiquement d'avenir par l'administration forestière;
- 3° la longueur minimale élaguée à atteindre est de 6 mètres, tant pour les résineux que pour les feuillus;
- 4° seuls les élagages marchands, c'est-à-dire ceux permettant l'obtention ultérieure d'une bille ou d'une surbille nette de nœuds, sont subventionnables à l'exclusion de toute opération d'entretien ou d'égelage de pénétration;
- 5° les élagages seront réalisés avant que la circonférence des arbres élites à élaguer n'ait atteint au maximum 70 cm à 1,5 mètres de hauteur. L'égelage peut être réalisé en deux fois.  
Dans ce cas, la subvention portera sur la hauteur d'égelage de 2 à 6 mètres;
- 6° le diamètre maximum des branches rez-tronc à élaguer est fixé à 5 cm et à 7 cm, respectivement pour les résineux et les feuillus.

**Art. 11.** Les taux de subvention sont déterminés par le type d'essence, conformément à l'article 8.

**Art. 12.** Le coût de l'égelage à subventionner ne peut excéder la somme de 80 francs par arbre élagué pour les résineux et de 120 francs l'arbre pour les feuillus.

Le nombre maximum d'arbres subsidiables par hectare est fixé à 240 pour les résineux et 120 pour les feuillus.

### TITRE V. — Subvention à la création des voiries forestières

**Art. 13.** Le taux de subvention pour la création de voirie forestière est fixé à 30 %.

### TITRE VI. — Subvention aux aménagements touristiques en forêt

**Art. 14.** Les types de travaux suivants sont subventionnés au taux de 60 % :

- la création et l'équipement d'aires de repos et d'accueil y compris l'installation de pavillons, bancs, aoris, panneaux d'information;
- la signalisation, la création d'aires de stationnement, de sentiers didactiques, de voiries à l'intention des différents types d'utilisateurs de la forêt ainsi que le balisage;
- la création et l'aménagement d'arboretums, de terrains de bivouac pour les mouvements de jeunesse.

### TITRE VII. — Disposition applicable aux régions visées par les objectifs 1 et 5b

**Art. 15.** Les taux de subvention sont augmentés de 20 % sur les terrains non agricoles situés dans les zones rurales éligibles pour bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif n° 5b ou sur les terrains repris dans le territoire pouvant bénéficier de l'objectif 1 tels que définis par le Règlement CEE n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement CEE n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers.

## TITRE VIII. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 16.** L'article 2bis, 4°, a, b, c et dd e l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, cesse d'être applicable pour la Région wallonne.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 15 qui produit ses effets au 1er janvier 1994 et cessera d'être en vigueur le 1er août 1999.

Pour l'application de l'article 15, les conditions d'octroi des subventions prévues dans l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 précité tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992 restent applicables pour les dossiers introduits entre le 1er janvier 1994 et la publication au *Moniteur* du présent arrêté.

**Art. 18.** Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1095

[Mac — 27185]

**15. DEZEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
über die Gewährung von Zuschüssen für die untergeordneten Verwaltungen im Forstbereich**

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052(88) über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2080/92 des Rates vom 30. Juni 1992 zur Einführung einer gemeinschaftlichen Beihilferegulierung für Aufforstungsmaßnahmen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XIV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Einführung von strukturellen gemeinschaftlichen Interventionsprogrammen gerechtfertigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

## TITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Im Rahmen der Haushaltsmittel ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, berechtigt, in Ausführung von TITEL XIV des Forstgesetzbuches den Personen öffentlichen Rechts, die Miteigentümer oder alleinige Eigentümer sind von bewaldeten Parzellen, Waldabschnitten und Wäldern, die der Forstordnung unterliegen, oder von anliegendem Brachland, Zuschüsse zu gewähren.

Er ist ebenfalls berechtigt, den Miteigentümern oder alleinigen Eigentümern öffentlichen Rechts, die landwirtschaftliche Flächen anpflanzen, Zuschüsse zu gewähren.

**Art. 2.** Die bezuschußbaren Arbeiten werden von den Ingenieuren in ihrer Eigenschaft als Forstamtchef der Abteilung Natur und Forstwesen vorgeschlagen und den Räten der untergeordneten Verwaltungen sowie den Ständigen Ausschüssen zur Genehmigung vorgelegt.

**Art. 3.** Die Auszahlung der Zuschüsse unterliegt folgenden Bedingungen:

1° die Arbeiten müssen den Vorschriften des von der Verwaltung zugelassenen Kostenvoranschlags entsprechen und innerhalb von vier Jahren ab dem Datum der ministeriellen Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses durchgeführt werden;

2° der Eigentümer muß sich verpflichten, die Grundstücke, auf denen diese Arbeiten durchgeführt werden, weder zu verkaufen, noch gegen nicht bewaldete Grundstücke einzutauschen, noch sie vor dem für die erste Bewirtschaftung festgelegten Datum zu roden, unter Gefahr der Rückerstattung der aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise angepaßten Summe des gewährten Zuschusses, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung des Zuschusses durch die Wallonische Region gültig war;

3° der Eigentümer verpflichtet sich, nur eingetragene Unternehmer mit den Arbeiten zu beauftragen;

4° die Auszahlungsakte wird durch den Eigentümer eingereicht und enthält in einfacher Ausfertigung:

a) die Entscheidung, die Auszahlung der Zuschüsse zu beantragen sowie die Erklärung der unter Punkt 2° genannten Verpflichtung;

b) eine Abschrift der Buchhaltungsschriftstücke, d.h. die gezahlten Rechnungen und/oder die Lohnzettel für die in Stundenlohn durchgeführten Arbeiten;

c) eine zusammenfassende Aufstellung der Leistungen, durch den Eigentümer für ehrlich und wahrheitsgemäß erklärt und durch seinen Finanzprüfer unterzeichnet;

d) die Bescheinigungen der offiziellen Herkunftsnachweise im Fall einer künstlichen Regeneration;

5° der bezuschußbare Betrag ist auf den Betrag des Kostenvoranschlags begrenzt und der Zuschußsatz wird gemäß des Gesamtbetrags der Arbeiten (ohne MWSt.) berechnet;

6° Jede Entgegennahme von Pflanzengut ist in Gegenwart des Beamten der Forstverwaltung des Bezirks oder seines Stellvertreters durchzuführen. Die Bescheinigung des offiziellen Herkunftsnachweises, die die genetische Identität der Herkunft garantiert, ist dem Pflanzengut bei der Lieferung beizufügen.

#### TITEL II. — Zuschüsse für Die Regeneration

**Art. 4.** Die Wallonische Region gewährt einen Zuschuß für die natürliche oder künstliche Regeneration von Laub- und Nadelbaumarten.

Der Zuschuß wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° die regenerierte Baumart wird in der in Artikel 5 angeführten Liste der bezuschußten Baumarten erwähnt;

2° die regenerierte Baumart muß an die Station angepaßt sein. Die in Artikel 5 angeführten Baumarten, die durch die vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Ökologische Datei der Arten" ausgeschlossen wurden, können nicht bezuschußt werden.

Wenn für eine bestimmte Baumart keine stationsbezogene Eignung festgelegt wurde, kann durch den Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen eine Ausnahmeerlaubnis gewährt werden.

Jegliche Generation, die in den Zonen, in denen der Wasser- und Bodenschutz prioritär ist, eine Entwässerung notwendig machen würde, ist nicht bezuschußbar;

3° bei einer künstlichen Regeneration muß das Pflanzengut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen und ausländischen Herkünfte sind in dem von der Abteilung Natur und Forstwesen herausgegebenen Lexikon der Herkünfte aufgeführt. Wenn es für eine Baumart keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt oder wenn das Pflanzengut aus vegetativer Fortpflanzung stammt, kann der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen eine Ausnahmeerlaubnis gewähren;

Bei einem Aufruf an die Bewerber wird immer dem Pflanzengut der Vorzug gegeben, das empfehlenswerte belgischer Herkunft ist und am besten an die stationsbezogenen Bedingungen angepaßt ist; für das aus Samengut erzeugte Pflanzengut kann der Preiszuschlag bis zu 50% zugunsten der empfehlenswerten, belgischen Herkunft betragen;

4° für die landwirtschaftlichen Flächen im Sinne der Sektorenpläne wird die zu bepflanzende Mindestfläche auf 1 Hektar festgelegt, wenn nicht wenigstens 1/4 ihres Perimeters an eine bestehende Pflanzung grenzt;

5° für die künstliche Regeneration wird die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in Artikel 5 erwähnt;

**Art. 5.** Die nachstehenden Tabellen führen die bezuschußten Arten an, sowie für jede dieser Arten die Mindest- und Höchstanzahl Jungpflanzen die pro Ar zu pflanzen sind.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch verringert werden, unter anderem wenn sie von außergewöhnlicher genetischer Qualität sind, wenn individuelle Schutzmaßnahmen dies rechtfertigen oder um eine natürliche Regeneration zu vervollständigen.

Tabelle - Subventionierte Laubbaumarten

Name		Anzahl von Jungpflanzen je Ar	
		Min	Max
Elsbeerbaum	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Schwarzerle	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Moorbirke	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Weißbirke	<i>Betula pendula</i>	10	20
Hickorybaum	<i>Carya sp</i>	1	6
Weißbuche	<i>Carpinus betulus</i>	10	25
Edelkastanie	<i>Castanea sativa</i>	10	25
Stieleiche	<i>Quercus robur</i>	10	25
Roteiche	<i>Quercus rubra</i>	10	25
Wintereiche	<i>Quercus petraea</i>	10	25
Bergahorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10	20
Esche	<i>Fraxinus excelsior</i>	10	20
Rotbuche	<i>Fagus sylvatica</i>	16	33
Süßkirsche	<i>Prunus avium</i>	10	20
Gemeiner Walnußbaum	<i>Juglans regia</i>	1	6
Hybridwalnußbaum	<i>Juglans intermedia</i>	1	6
Schwarzer Walnußbaum	<i>Juglans nigra</i>	1	6
Graupappel	<i>Populus canescens</i>	2	7
Zitterpappel	<i>Populus tremula</i>	2	7
Euramerikanische Pappel	<i>Populus euramericana</i>	1	2
Interamerikanische Pappel (1)	<i>Populus interamericana</i>	1	2
Scheinakazie	<i>Robinia pseudacacia</i>	10	20
Silberweide	<i>Salix alba</i>	10	20
Sommerlinde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10	20
Winterlinde	<i>Tilia cordata</i>	10	20
Tulpenbaum	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1	6

Tabelle - Subventionierte Nadelbaumarten

Name		Anzahl von Jungpflanzen je Ar	
		Min	Max
Douglasie	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10	20
Fichte	<i>Picea abies</i>	10	20
Sitkafichte	<i>Picea sitchensis</i>	10	20
Europäische Lärche	<i>Larix decidua</i>	10	20
Japanische Lärche	<i>Larix kaempferi</i>	6	20
Hybridlärche	<i>Larix eurolepis</i>	6	20
Koekelarekiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Koekelare</i>	16	25
Korsische Kiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>Laricio</i> var. <i>corsicana</i>	16	25
Schwarzkiefer	<i>Pinus nigra</i> ssp. <i>nigra</i> var. <i>Austriaca</i>	16	25
Gemeine Kiefer	<i>Pinus sylvestris</i>	16	25
Großtanne	<i>Abies grandis</i>	10	20
Edeltanne	<i>Abies procera</i>	16	25
Weißtanne	<i>Abies alba</i>	16	25
Riesenlebensbaum	<i>Thuja plicata</i>	16	20
Kalifornische Hemlockstanne	<i>Tsuga heterophylla</i>	16	20

**Art. 6.** Aus Gründen der Baumkultur und der Verbesserung der Biodiversität sind die natürlichen oder künstlichen Regenerationen von nicht in Artikel 5 angeführten heimischen Baumarten bezuschußbar.

Die Bezuschußung zu dem in Artikel 8, §1. für die übrigen Laubbaumarten angeführten Bezuschußungssatz wird jedoch für maximal 20% der Gesamtanzahl der Jungpflanzen der Regeneration der wichtigsten Art gewährt.

**Art. 7.** Folgende Arten von Arbeiten sind bezuschußbar:

- 1° die Vorbereitung des Bodens vor der Anpflanzung oder der natürlichen Regeneration;
- 2° der Ankauf von Jungpflanzen, einschließlich der Transport und die Aufbewahrung im Einschlag;
- 3° die Anpflanzung;
- 4° der Schutz gegen Wildschäden, über die den Jägern auf Grundlage des Lastenhefts für Jagdpachten obliegenden Interventionen hinaus;
- 5° die Wiederauffüllung (Jungpflanzen und Anpflanzungen);
- 6° die Auffichtung;
- 7° die ersten mechanischen oder manuellen Aufforstungen, mit Ausnahme der chemischen Aufforstungen.

**Art. 8. § 1.** Die Bezuschußungssätze sind folgendermaßen aufgliedert.

- 1° 60% für einheimische Eichen und die Buche
- 2° 45% für die übrigen Laubbaumarten, einschließlich der Anbauarten, mit Ausnahme der inter- und euramerikanischen Pappeln
- 3° 30% für die inter- und euramerikanischen Pappeln und Nadelhölzer

Die Bezuschußungssätze werden unter Berücksichtigung eines auf 140 000 BEF/ha begrenzten Betrags (ohne MWSt.) berechnet.

§ 2. Im Fall einer Regeneration von Nadelhölzern sind mindestens 10% der Fläche mit Laubbäumen zu regenerieren und zwar in Linien, Streifen oder Gruppen. Diese Laubbäume werden zu dem für sie vorgesehenen Satz subventioniert.

In der Nadelholzparzelle sollten wenigstens zwei Arten vertreten sein, wobei die wichtigste Nadelholzart je 2 ha nicht mehr als 75% des gesamten vorgesehenen Pflanzenguts der Nadelholzarten ausmachen darf, außer in den Fällen, in denen die stationsbezogenen Bedingungen dies nicht zulassen

§ 3. Bei einer Regeneration von Laubbäumen sollten ebenfalls wenigstens zwei Arten vertreten sein, wobei die wichtigste Baumart je 2 ha nicht mehr als 75% des gesamten vorgesehenen Pflanzenguts der Laubbaumarten ausmachen darf, außer in den Fällen, in denen die stationsbezogenen Bedingungen dies nicht zulassen.

### TITEL III. — Zuschüsse für Die Pflanzenschutzliche Bekämpfung

**Art. 9.** Ein Zuschuß zu dem gemäß Artikel 8 für die jeweilige Baumart vorgesehenen Bezuschußungssatz wird gewährt, um die dem Wald schädlichen Insekten und Pilze zu bekämpfen.

### TITEL IV. — Zuschüsse für Die Ausüstung in grosser Höhe

**Art. 10.** Ein Zuschuß für die Ausüstung in großer Höhe für Nadel- und Laubbaumarten wird gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° der vorliegende Erlaß betrifft alle zur Nutzholzproduktion geeigneten, hochstämmigen Nadel- und Laubbaumarten;
- 2° der Waldbestand soll durch die Forstverwaltung als wirtschaftlich zukunftsfruchtig angesehen sein;
- 3° Sowohl für die Nadel- als auch für die Laubhölzer beträgt die auszuständige Mindestlänge 6 Meter;
- 4° Nur die gewerbsmäßigen Ausüstungen, d.h. solche, die später die Gewinnung knotenfreier Stammober- und unterteile ermöglichen, sind einer Bezuschußung würdig, und zwar mit Ausnahme jöglichen Unterhaltungsvorganges oder einer Durchdringungsausüstung;
- 5° Die Ausüstung hat zu erfolgen, bevor die auszuständigen tüchtigsten Bäume einen Höchstumfang von 70 cm in 1,5 m Höhe erreicht haben. Die Ausüstung kann in zwei Abschnitten durchgeführt werden. In diesem Fall bezieht sich der Zuschuß auf eine Ausüstungshöhe von 2 bis 6 Metern;
- 6° Der Höchstdurchmesser der in auszuständiger Stammhöhe befindlichen Äste ist jeweils für die Nadel- und die Laubhölzer auf 5cm bzw. 7cm festgesetzt.

**Art. 11.** Der Bezuschußungssatz wird gemäß Artikel 8 je nach Baumart festgelegt.





Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de inwerkingstelling van de structurele gemeenschappelijke interventieprogramma's;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

### TITEL I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister van het Waalse Gewest, bevoegd voor de bossen, toelagen toekennen in uitvoering van titel XIV van het Boswetboek aan de publiekrechtelijke personen, al dan niet mede-eigenaars van bosjes, bossen en wouden onder bosregeling of van de toebehorende braakliggende gronden.

Hij kan eveneens toelagen toekennen aan de publiekrechtelijke personen, al dan niet mede-eigenaars, die overgaan tot de bebossing van landbouwgronden.

**Art. 2.** De betoelaagbare werken worden voorgesteld door de ingenieurs, houtvesterijhoofden van de Afdeling Natuur en Bossen, en voorgelegd aan de goedkeuring van de plaatselijke raden van bestuur en van de bestendige deputaties.

**Art. 3.** De uitbetaling van de toelagen is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° de werken moeten overeenstemmen met de voorschriften van het door de administratie goedgekeurd bestek en uitgevoerd zijn binnen vier jaar te rekenen vanaf de ministeriële beslissing tot toekenning van de toelage;

2° de eigenaar moet zich ertoe verbinden de terreinen waar deze werken uitgevoerd zijn niet te verkopen, noch ze te ruilen voor niet beboste terreinen, noch ze te ontginnen voor het bepaald termijn voor de eerste ontginning, op straffe van de terugbetaling van de toegekende toelagen aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, het basisindexcijfer zijnde het welk van kracht was op de datum van de betaling van de toelage door het Waalse Gewest;

3° de eigenaar verbindt zich ertoe enkel beroep te doen op geregistreerde ondernemers;

4° het uitbetalingsdossier wordt ingediend door de eigenaar; het bevat één exemplaar van :

a) de beslissing tot aanvraag van de betaling van de toelage, waarbij de sub 2° voorgeschreven verbintenis gevoegd is;

b) de kopie van de boekingsstukken, met name de gekwiteerde facturen en/of de loonfiches voor de in regie uitgevoerde werken;

c) de samenvattende lijst, waar en echt verklaard door de eigenaar en geïllustreerd door zijn ontvanger;

d) de bewijzen van officiële certificatie van de herkomsten in geval van kunstmatige verjonging;

5° het betoelaagbaar bedrag is beperkt tot het bedrag van het bestek en het bedrag van de toelagen wordt berekend op basis van het bedrag van de werken, excl. BTW;

6° elke ontvangst van planten moet verplicht plaatsvinden in aanwezigheid van de bosbeambte van het gebied of van zijn plaatsvervanger. Het bewijs van officiële certificatie van de herkomst moet bij de planten gevoegd zijn op het ogenblik van hun levering.

### TITEL II. — Toelagen voor de verjonging

**Art. 4.** Het Waalse Gewest kent een toelage toe voor de natuurlijke of kunstmatige verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

De toelage wordt toegekend onder volgende voorwaarden :

1° het verjongd soort is vermeld in de in artikel 5 opgestelde lijst van betoelaagbare boomsoorten;

2° het verjongd soort moet aangepast zijn aan het station. De in artikel 5 vermelde soorten, die uitgesloten zijn door de "Fichier écologique des essences", uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest, kunnen niet betoelaagd worden.

Indien niet vastgesteld is dat een soort geschikt is voor een station, kan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een afwijking toestaan.

Elke verjonging, die een afwatering noodzakelijk maakt in de sectoren waar water- en grondbescherming voorrang hebben, komt niet in aanmerking voor toelagen;

3° in geval van kunstmatige verjonging moeten de planten van betrouwbare herkomst zijn. De Belgische en de vreemde herkomsten zijn opgenomen in de "Dictionnaire des provenances" uitgegeven door de Afdeling Natuur en Bossen. Indien er voor een boomsoort geen betrouwbare herkomst (meer) bestaat en indien de planten het resultaat zijn van een vegetatieve vermeerdering, kan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een vrijstelling toekennen.

Bij de aanbesteding zal de voorkeur steeds worden geven aan planten van betrouwbare Belgische herkomst die het meest geschikt zijn voor de omstandigheden van het station. Voor planten die uit zaden voortkomen, kan het prijs-supplement 50 % bedragen ten voordele van de betrouwbare Belgische herkomst;

4° wat betreft de landbouwgronden in de zin van de gewestplannen is de minimale te bebossen oppervlakte vastgesteld op 1 ha wanneer ten minste 1/4e van de omtrek van deze terreinen niet langs een bestaand bos ligt;

5° bij kunstmatige verjonging wordt het minimaal en maximaal aantal planten per are in artikel 5 vermeld.

**Art. 5.** De hierna volgende tabel vermeldt de betoelaagde boomsoorten en, voor elk soort, het minimum en maximum aantal planten per are.

Het minimum aantal planten kan echter verminderd worden indien zij o.a. van buitengewone genetische kwaliteit zijn, indien individuele beschermingen het rechtvaardigen of indien zij een natuurlijke verjonging aanvullen.

Tabel — Gesubsidieerde loofboomsoorten

Naam		Aantal planten per are	
		Min	Max
Elsbes	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Zwarte els	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Ruwe berk	<i>Betula pendula</i>	10	20

Naam		Aantal planten per are	
		Min	Max
Bitternoot	Carya sp	1	6
Haagbeuk	Carpinus betulus	10	25
Tamme kastanje	Castanea sativa	10	25
Zomereik	Quercus robur	10	25
Amerikaanse eik	Quercus rubra	10	25
Wintereik	Quercus petraea	10	25
Gewone esdoorn	Acer pseudoplatanus	10	20
Es	Fraxinus excelsior	10	20
Beuk	Fagus sylvatica	16	33
Zoete kers	Prunus avium	10	20
Noteboom	Juglans regia	1	6
Hybride noteboom	Juglans intermedia	1	6
Zwarte walnoot	Juglans nigra	1	6
Grauwe abeel	Populus canescens	2	7
Ratelpopulier	Populus tremula	2	7
Euramerikaanse populieren	Populus euramericana	1	2
Interamerikaanse populieren (1)	Populus interamericana	1	2
Gewone robinia	Robinia pseudacacia	10	20
Schietwilg	Salix alba	10	20
Grootbladige linde	Tilia platyphyllos	10	20
Kleinbladige linde	Tilia cordata	10	20
Tulpeboom	Liriodendron tulipifera	1	6

(1) trichocarpa inbegrepen

Tabel — Gesubsidieerde naaldboomsoorten

Naam		Aantal planten per are	
		Min	Max
Groene douglas	Pseudotsuga menziesii	10	20
Fijnspar	Picea abies	10	20
Sitka Spar	Picea sitchensis	10	20
Europese Lork	Larix decidua	10	20
Japanse Lork	Larix kaempferi	6	20
Hybride Lork	Larix eurolepis	6	20
Koekelare den	Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare	16	25
Corsicaanse den	Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana	16	25
Zwarte Oostenrijkse den	Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca	16	25
Gewone den	Pinus sylvestris	16	25
Reuzen Zilverden of Vancouverde	Abies grandis	10	20
Veredelde den	Abies procera	16	25
Zilverden	Abies alba	16	25
Reuzen levensboom	Thuja plicata	16	20
(Westerse) Helmock	Tsuga heterophylla	16	20

**Art. 6.** De natuurlijke of kunstmatige verjongingen van niet in artikel 5 vermelde inheemse boomsoorten zijn betoelaagbaar wegens bebouwingsredenen of voor de verbetering van de biodiversiteit.

Een toelage, waarvan het bedrag eigen is aan de andere loofbomen overeenkomstig artikel 8, § 1, wordt enkel toegekend voor maximum 20 % van het totaal aantal planten van de verjonging van het overheersend soort.

**Art. 7.** De verschillende betoelaagbare werken zijn de volgende :

- 1° de grondvoorbereiding voor de beplanting of natuurlijke verjonging;
- 2° de aankoop van planten, inclusief vervoer en greppelen;
- 3° de aanplanting;
- 4° de bescherming tegen het wild, buiten de verplichting die wegens het lastenkohier van de jachtverhuring aan de jager opgelegd wordt;
- 5° de aanvulling beperkt tot 15 % van het aantal geplante plantsoenen;
- 6° de zuivering;
- 7° de eerste mechanische of met handkracht verrichte vrijstellingen met uitzondering van de scheikundige vrijstelling.

**Art. 8. § 1.** Het bedrag van de toelage is gelijk aan :

- 1° 60 % voor inheemse eiken en voor beuk;
- 2° 45 % voor de andere loofbomen, inclusief de bebouwingssoorten en exclusief de Inter- en Euramerikaanse populieren;
- 3° 30 % voor de Inter- en Euramerikaanse populieren, alsook voor de naaldbomen.

Deze bedragen worden berekend op basis van een bedrag vastgesteld op 140 000 BEF/Ha, excl. BTW.

§ 2. Voor een verjonging van naaldbomen moet ten minste 10 % van de oppervlakte verjongd worden met loofbomen in rijen, stroken of groepen. Deze loofbomen worden betaald tegen een bedrag dat hun eigen is.

Behalve indien de toestand van het station het niet toelaat, moet het naaldbomenperceel bestaan uit minimum 2 soorten, waarbij het overheersende naaldboomsoort niet meer dan 75 % van het totaal aantal voorziene naaldboomplanten per 2 hectaren mag overschrijden.

§ 3. Voor een verjonging in loofbomen en behalve indien het station het onmogelijk maakt, moet het perceel bestaan uit minimum 2 soorten, waarbij het overheersende soort niet meer dan 75 % van het totaal aantal voorziene loofboomplanten per 2 hectaren mag overschrijden.

### TITEL III. — Toelage voor de fytosanitaire bestrijding

**Art. 9.** Een toelage, waarvan het bedrag eigen is aan het boomsoort zoals bepaald in artikel 8, wordt toegekend voor de bestrijding van insecten en schimmels die schadelijk zijn voor het bos.

### TITEL IV. — Toelage voor de hoogtesnoei

**Art. 10.** Een toelage voor hoogtesnoei van loofboom- en naaldboomsoorten wordt toegekend indien aan de volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° de betrokken boomsoorten zijn allen hoogstammige naaldboom- en loofboomsoorten voor de productie van timmerhout;

2° de bosadministratie moet beoordelen of het bosbestand economisch gezien een toekomst heeft;

3° de te bereiken minimale snoeihoogte bedraagt zes meter zowel voor naaldhout als voor loofhout;

4° enkel de snoeiingen met het oog op een handelswaarde, die toelaten later knoestvrije houtblokken of bovenhoutblokken te bekomen, kunnen betaald worden, met uitzondering van alle andere onderhoudswerken of sleun;

5° het snoeien zal plaatsvinden voordat de omtrek van de te snoeien keurbomen maximum 70 cm zal bereiken op een hoogte van 1,5 m. Het snoeien kan in twee keer gebeuren.

In dit geval is de toelage bestemd voor een snoeihoogte van 2 tot 6 meter;

6° de maximale doorsnede van de te snoeien takken langs de stam af wordt op 5 cm en op 7 cm vastgesteld voor respectievelijk naaldhout en loofhout.

**Art. 11.** De bedragen van de toelage worden bepaald door het boomsoort, zoals bepaald is in artikel 8.

**Art. 12.** De kosten van de te betaalden snoei mag niet hoger zijn dan 80 BEF per gesnoeide boom van het soort naaldhout en 120 BEF per boom van het soort loofhout.

Het maximaal aantal betaalbare bomen per hectare is vastgesteld op 240 naaldbomen en op 120 loofbomen.

### TITEL V. — Toelage voor de aanleg van boswegen

**Art. 13.** Het bedrag van de toelage voor de aanleg van boswegen is vastgesteld op 30 %.

### TITEL VI. — Toelage voor de toeristische uitrustingen in het bos

**Art. 14.** De volgende werken worden gesubsidieerd tegen een bedrag gelijk aan 60 % :

— de inrichting en de uitrusting van rust- en onthaalplaatsen, met inbegrip van het plaatsen van huisjes, banken, schuilplaatsen, informatieborden;

— de signalisatie, de aanleg van parkeerplaatsen, didactische wegen, wegen voor de verschillende gebruikers van het bos, alsook de bebakening;

— de aanleg en de inrichting van bomentuinen, bivakterreinen voor de jeugdbewegingen.

### TITEL VII. — Bepaling toepasselijk op de streken bedoeld bij de doelstellingen 1 en 5B

**Art. 15.** De bedragen van de toelagen worden met 20 % verhoogd voor niet-agrarische terreinen gelegen in de landelijke gebieden die in aanmerking komen om recht te hebben op een steunregeling van de Europese Gemeenschappen als doelstelling nr. 5B, hetzij op niet-agrarische terreinen gelegen op het grondgebied dat aanspraak kan maken op doelstelling 1, zoals omschreven bij de Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten.

### TITEL VIII. — Opheffings- en slotbepalingen

**Art. 16.** Artikel 2bis, 4°, a, b, c en d, van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen is niet meer van toepassing op het Waalse Gewest.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 15, dat in werking treedt op 1 januari 1994 en niet meer van kracht zal zijn vanaf 1 augustus 1999.

Voor de toepassing van artikel 15 blijven de toekenningsvoorwaarden van toelagen voorzien bij het voormeld besluit van de Regent van 2 juli 1949, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1992, toepasselijk op de dossiers ingediend tussen 1 januari 1994 en de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 18.** De Minister tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN